

LES TRAVAILLEURS CONTESTENT LA DÉSIGNATION D'UN SOUS-DIRECTEUR

Grève à la CNAS de Bouira

Tout a commencé lorsque le mardi 25 avril, alors qu'ils attendaient le recrutement d'un des leurs au poste de sous-directeur des finances et du recouvrement, vacant depuis novembre dernier, après le lancement d'un avis de recrutement interne selon la Convention collective signée en 2013, les travailleurs de la Cnas de Bouira, qui compte 15 structures basées au niveau de différentes communes de la wilaya, ont été surpris d'apprendre que la Direction générale sise à Alger venait de leur affecter un nouveau sous-directeur. La surprise était d'autant plus grande que ce nouveau arrivé n'appartient pas à la boîte.

Immédiatement après, les syndicalistes affiliés à l'UGTA ont alerté la Direction générale qui venait de piétiner la Convention collective signée en 2013 et qui stipule que le recrutement dans des postes se fait par promotion de l'encadrement interne, en donnant la priorité, après avoir lancé un avis de recrutement et un appel à candidature, à la promotion des cadres travaillant

dans les services concernés, et si aucun candidat ne répond aux conditions, un nouvel appel sera lancé au niveau régional et enfin, un avis à l'échelle nationale.

Les syndicalistes qui ont aussitôt appelé à un piquet de grève pour jeudi 27 avril 2017, après le silence radio observé par la DG, rappellent que cette dernière a, par cette décision, fait fi des quatre

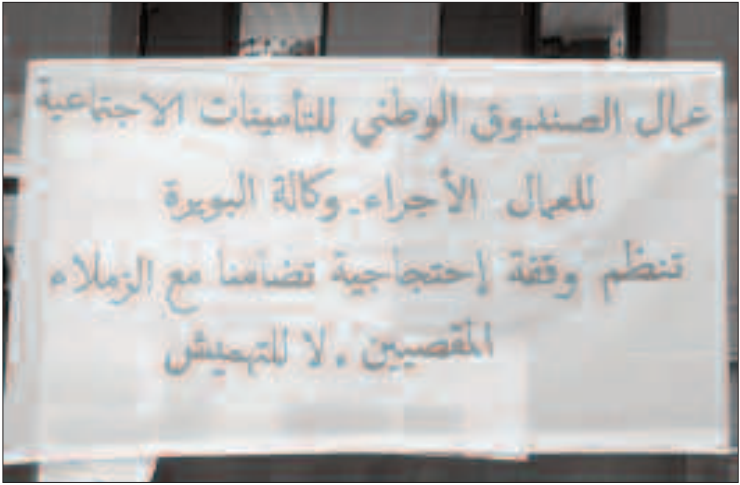


Photo : DR

candidatures déposées depuis décembre dernier et émanant de la Cnas de Bouira, où le service dispose de compétences avérées.

Aussi et armés d'arguments solides contenus dans la Conven-

tion collective signée en 2013, les travailleurs affiliés à l'UGTA et appuyés par le bureau de wilaya UGTA de Bouira, maintiennent leurs revendications, à savoir l'annulation de la décision d'affecta-

tion du nouveau sous-directeur des finances et du recouvrement et le recrutement sur la base d'un test, d'un des quatre candidats issus de la Cnas de Bouira et qui ont postulé à ce poste.

Hier matin, alors que toutes les structures Cnas de Bouira ont répondu à l'appel du piquet de grève de trois heures, le représentant de la coordination des travailleurs de la Cnas de l'agence de Bouira nous a indiqué que si aucune décision allant dans ce sens ne vient de la part de la DG, un autre piquet de grève de quatre heures sera observé ce mercredi.

Cela, en attendant une autre assemblée générale prévue pour dimanche prochain pour décider des autres actions à prévoir pour amener la DG à respecter les termes de la Convention collective.

Y. Y.

SIDI AÏCH
(BÉJAÏA)

Grève
des travailleurs
du bureau
de poste

Sous les mots d'ordre «halte à la hogra, non à l'abus d'autorité, pour le respect des droits des travailleurs et l'application stricte de la Convention collective et non à l'injustice», les travailleurs du bureau de poste de Sidi-Aïch ont observé, hier, une journée de grève en signe de soutien à l'un de leurs camarades, en l'occurrence Acheuk Farid, chef de l'agence postale d'Abaynou (Tizezrit), «arbitrairement sanctionné», indiquent les grévistes dans une déclaration.

Le collectif des travailleurs du bureau de poste de Sidi-Aïch s'est élevé, dans son document, contre ce qu'ils qualifient «de dépassements intolérables de la part de l'employeur qui aurait mieux à faire de régulariser cet agent dans ses fonctions après plus de 33 mois d'intérim alors que la Convention collective stipule la nomination de tout intérimaire après 1 année et un jour», a-t-on souligné.

Tout en réclamant l'intervention du directeur général d'Algérie Poste pour dépêcher «une commission d'enquête suite à cet abus de pouvoir caractérisé», le collectif des travailleurs de l'agence postale de Sidi-Aïch a dénoncé «le comportement de leur receveur qui a osé faire appel à la police contre ses employeurs», a-t-il déploré.

A. K.

AÏN DEFLA

La Direction de l'éducation œuvre à la récupération des logements indûment occupés ou fermés

Depuis quelque temps déjà, la Direction de l'éducation a entamé une vaste opération pour la récupération de logements indûment occupés par des tiers qui, souvent, n'ont aucune relation avec le secteur éducatif ou des personnels qui ont pris leur retraite.

Il s'agit là d'un dossier lourd mais aussi sensible que le directeur de l'éducation, M. Teboune Mohamoud Fawzi, tente de traiter avec le maximum de prévenance et d'équité mais aussi pour rentabiliser les structures éducatives et améliorer les conditions de scolarité des élèves en éradiquant, chaque fois que c'est possible, le système de la double vacation qui pénalise les élèves de certains établissements faute de salles de cours suffisantes.

Lors d'un entretien qu'il nous a accordé, le responsable du secteur nous a informé que dans le cycle secondaire qui compte 267 logements, 16 continuent à être occupés

par des enseignants retraités et dans le cycle moyen, sur les 447 logements existants, 45 sont occupés soit par des retraités soit par des indus occupants qui n'ont aucun lien avec le secteur.

S'agissant des retraités après recensement, la Direction a entamé une enquête de consultation du fichier national du logement pour vérifier si les concernés ont déjà bénéficié d'un logement ou d'une aide par ailleurs.

Si cette éventualité se révèle positive, le concerné sera invité à libérer le logement à l'amiable faute de quoi le dossier sera transmis à l'instance judiciaire qui statuera.

Pour les intéressés, des retraités qui n'ont jamais bénéficié des largesses de l'Etat, le responsable du secteur dit ne pas les bousculer et temporiser la procédure préférant la solution à l'amiable, en attendant que le concerné trouve une solution et puisse libérer le logement de fonction qui lui avait été attribué «parce qu'on ne peut pas mettre des familles d'enseignants à la rue».

Déjà, pour les indus occupants ayant déjà bénéficié des aides de l'Etat, relevant des 3 cycles, primaire moyen et secondaire, nous indiquons, 25 dossiers ont été traités dont 20 transmis à la justice et 5 logements libérés à l'amiable et 10 exclusions par la force publique ont été exécutées.

«Cette procédure nous est dictée par la réalité car il est inconcevable qu'on continue à construire de nouvelles classes, d'avoir des classes surchargées, de recourir à la double

vacation alors que des logements restent vides, fermés depuis des années qu'il suffirait de procéder à des aménagements pour en faire des classes et remédier à ces situations», nous dit M. Teboune.

Par ailleurs, il faut rappeler que la gestion des logements dans le cycle primaire ne relève pas du secteur de l'éducation mais des APC et c'est à ce niveau que la situation gagnerait à être assainie et où le passif s'avère compliqué à résoudre mais il n'en demeure pas moins que l'assainissement de la situation s'impose. «De par le passé, on a construit des groupes de logements de fonction dans le cycle primaire alors que l'école n'a besoin que d'un seul logement celui du directeur, le concierge étant à la charge de l'APC», nous dit le directeur du secteur qui ajoute : «Une situation à recenser et où des mesures équitables sont à prendre.»

Karim O.

HABITAT

Bilan et perspectives du logement social à Guelma

Selon les chiffres communiqués ce week-end par le premier responsable de l'OPGI de Guelma, au 31 décembre 2016, le nombre de logements sociaux attribués s'élevait à 3 111 unités.

Des réalisations qui confirment l'effet moteur pour la production de logement social toutes formules confondues, afin d'absorber l'habitat précaire et réduire les inégalités sociales. «Ces excellents chiffres sont le résultat de l'engagement sans faille des acteurs locaux concernés et qui a permis d'amorcer une dynamique inédite», nous déclare Tahar Ziani, directeur général de l'OPGI de Guelma. Et d'enchaîner : «Aujourd'hui, on construit beaucoup plus de logements sociaux, mais

aussi mieux, puisque les appartements sont dotés de toutes les commodités, c'est d'ailleurs le grand souci des autorités locales, qui nous demandent de maintenir la mobilisation.»

Le premier responsable de l'OPGI de Guelma dévoile également les chiffres de 2017 de production et d'attribution de logements sociaux, daïra par daïra : Guelma, Bouchegouf, Hammam N'baïls, Guelaât Bousbaâ, Aïn Makhoulouf et Hammam Debagh. «Cette année sera, pour l'attribution

de logements, la meilleure», s'est réjoui ce même responsable. Et d'ajouter : «Avec la livraison effective dans les prochains jours des 715 unités, le reliquat des logements pré-affectés, l'opération atteindra un niveau historique.»

Le bilan rendu public aujourd'hui, «à des fins de transparence», s'inscrit dans cette même dynamique : en finir avec les décisions de pré-affectations qui constituent un véritable casse-tête pour les responsables locaux du secteur. A cela s'ajoute la livraison d'un important quota de logements sociaux, M. Ziani parle de pas moins de 3 400 logements qui seront livrés d'ici la fin de l'année 2017. Mais il insiste sur «la transparence des don-

nées, désormais incontournable pour renforcer la confiance entre les demandeurs de logements sociaux et les institutions». «Notre engagement reste tributaire de l'achèvement des travaux en cours pour les VRD, qui ont fait l'objet de discussions permanentes avec les secteurs concernés, la DUC, l'hydraulique, Sonelgaz... en vue d'une convergence des données pour la concrétisation de ce projet dans les délais prévus.» Et de préciser qu'en prélude à l'affectation des logements, des sorties de suivi et d'inspection sur terrain ont été effectuées en présence de la première responsable de l'exécutif, pour s'enquérir de l'avancement des travaux.

Noureddine Guergour